L’UE « préoccupée » par les remarques « hostiles » du président turc Erdogan, contre la Grèce

05/09/2022 à 17h15



L’Union européenne a exprimé ce lundi 5 septembre sa «*grave préoccupation*» à propos des «*remarques hostiles*» du président turc Recep Tayyip Erdogan à l’encontre d’Athènes à propos des îles grecques proches de la Turquie. Le dirigeant turc a lors d’un meeting samedi 3 septembre menacé la Grèce de payer un «*prix élevé*», estimant qu’elle violait l’espace aérien turc et «*harcelait*» les avions turcs en mer Égée. «*Votre occupation des îles (de la mer Égée, proches de la Turquie, ndlr) ne nous lie en rien. Le moment venu, nous ferons le nécessaire. Nous pouvons arriver subitement la nuit*», a-t-il lancé, reprenant une formule souvent utilisée lorsqu’il parlait de lancer une opération en Syrie.

«*Ces remarques hostiles de la part du leadership politique turc contre la Grèce et le peuple grec (…) soulèvent de graves préoccupations*», a déclaré Peter Stano, porte-parole du chef de la diplomatie de l’UE Josep Borrell, en réponse à la question d’une journaliste lors du point de presse quotidien. «*Nous attendons de la Turquie qu’elle s’abstienne de toute escalade verbale et qu’elle s’engage à promouvoir des*

relations de bon voisinage», a-t-il ajouté. «*Dans les relations avec la Grèce, toute question en suspens devrait être abordée de manière pacifique, par un dialogue de bonne foi, dans le respect du droit international, et conformément au principe des relations de bon voisinage. La Grèce est un État membre de l'Union européenne et la souveraineté et l'intégrité des États membres de l'Union européenne doivent être respectées*», a-t-il précisé.

Athènes accuse les avions turcs de survoler des îles grecques proches de la frontière turque, et la dispute entre les deux voisins ennemis se traduit par de fréquentes patrouilles. La Turquie de son côté dénonce une présence de troupes sur ces îles contraire, selon elle, aux traités de paix signés après la Première et la Seconde guerres mondiales.

Le Figaro

En Lien :

> *La Grèce a bloqué l'entrée de plus de 150.000 clandestins à ses frontières terrestres et maritimes depuis le début de l'année 2022, déclare aujourd'hui le ministre grec des Migrations*